



Afinco
Experts comptables
Chartered accountants
Dottori commercialisti



A member of
Nexia
International

Newsletter 4Q2016

Cette newsletter a été conçue à titre informatif et indicatif. Elle n'a pas un caractère exhaustif. La responsabilité du Cabinet AFINCO membre de NEXIA n'est en aucun cas engagée en cas d'un éventuel conflit entre les dispositions prévues par la législation en vigueur et celles figurant dans la présente fiche. Certaines dispositions viendraient à être explicitées par des décrets, arrêtés ou notes communes de l'Administration fiscale.

Notre Cabinet demeure à votre disposition pour tout éventuel complément d'informations.

Questa newsletter è stata preparata a titolo informativo ed indicativo. Non ha un carattere esaustivo. Lo Studio AFINCO membro di NEXIA non è, in nessun caso, responsabile in caso di eventuale conflitto fra le disposizioni previste dalla legislazione in vigore e quelle contenute nella presente nota. Alcune disposizioni saranno spiegate attraverso decreti o note comuni dell'Amministrazione fiscale.

Il nostro Studio rimane a vostra completa disposizione per eventuali informazioni supplementari.

This newsletter has been prepared solely for information goal. The responsibility of the Firm AFINCO member of NEXIA cannot be engaged in case of conflict between information mentioned in the present note and the one in the law text. Besides, other clarifications will be given by decree and external notes of the tax authorities.

Our firm is entirely at your service for any eventual clarification.



SOMMAIRE

A- Editorial	3
B- Changement important.....	4
C- Projet loi de finances 2017	7
D- Parutions légales	10
E- Informations utiles	11
F- Récemment en Tunisie	13
G- Récemment Chez AFINCO & NEXIA.....	15

SOMMARIO

A- Editoriale	3
B- Cambiamenti significativi.....	5
C- Progetto di legge finanziaria 2017	7
D- Pubblicazioni legali	10
E- Informazioni utili	11
F- Ultimamente in Tunisia	13
G- Ultimamente in AFINCO & NEXIA.....	15

SUMMARY

A- Editorial	3
B- Important change	6
C- Draft finance act 2017	7
D- Legal publication	10
E- Useful information	11
F- Recently in Tunisia	13
G- Recently inside AFINCO & NEXIA.....	15



A- Éditorial

Un nouveau Gouvernement d'union nationale vient d'être nommé et ayant pour priorité la relance de l'économie. Et ce n'est pas l'énergie qui lui manquera, puisque présidé par un jeune de 41 ans, suivant le chemin du Canadien Trudeau, de l'Italien Renzi...

Son 1^e défi est le bouclage de la loi de finances 2017. Bien que le Budget de la Tunisie demeure relativement modeste (moitié du Chiffre d'affaires du groupe Air France) il n'en demeure pas la difficulté de l'équilibre à trouver entre le plan d'austérité annoncé (gel des salaires des fonctionnaires durant 2 ans) et la lutte contre l'économie parallèle. L'instauration d'une police fiscale va sûrement y jouer un rôle.

Entre temps, la Tunisie a 2 RDV importants : le 23 octobre, avec les élections du Conseil Supérieur de la Magistrature (composé de juges, avocats, experts comptables...) et qui va révolutionner l'indépendance du pouvoir judiciaire. Et le 18 novembre qui verra le début des audiences publiques de l'Instance Vérité et Dignité et où les tunisiens auront connaissance des exactions et malversations opérées durant la période de dictature, à l'instar de ce qui s'est passé en Afrique du Sud, Chili, Maroc...

A- Editoriale

E' stato scelto un nuovo Governo d'unione nazionale che ha come priorità il rilancio dell'economia. Sicuramente l'energia non mancherà, visto che il Capo del Governo è un giovane di 41 anni, seguendo il cammino del Canadese Trudeau, dell'Italiano Renzi...

La 1a sfida è la definizione della legge finanziaria 2017. Anche se il Budget della Tunisia rimane modesto (pari alla metà dei ricavi del gruppo Air France) c'è sempre la difficoltà dell'equilibrio da raggiungere fra il piano d'austerità annunciato (blocco dei salari dei funzionari durante 2 anni) e lotta contro l'economia parallela. L'instaurazione di un corpo di polizia fiscale avrà sicuramente un ruolo da giocare.

Nel frattempo, la Tunisia ha 2 appuntamenti importanti : 23 ottobre, con le elezioni del Consiglio Superiore della Magistratura (composto da Giudici, Avvocati, Dottori Commercialisti...) e che andrà a revolutionare l'indipendenza del potere giudiziare. E il 18 novembre che vedra l'inizio delle audienze pubbliche dell'Instanza Verità e Dignità nelle quali i tunisini avranno conoscenza delle esazioni e malversazioni operate durante il periodo della dittatura, come è stato fatto in Sud Africa, Cile, Marocco...

A - Editorial

A new Government of national union has been appointed. It has as priority the economy relaunch. And for sure, energy will not miss since the Head is 41 years old, on the way of the Canadian Trudeau, the Italian Renzi...

The 1st challenge is the 2017 finance act closing up. Eventhough Tunisia's Budget remains relatively moderate (half of Air France group revenues) it's still remain the hard balance to find out between the austerity plan (salaries freeze during 2 years) and fight against illegal economy. Setting up a tax police force will surely help for it.

In the meantime, Tunisia has 2 sensitive meetings : Oct. 23, with election of the Higher Magistracy Council (judges, lawyers, chartered accountants...) and that will help for judicial power independence. And Nov. 18 with the start of public audiences of the Truth and dignity commission through which Tunisians will be aware of the abuses and corruptions done during dictatorship time, as it happened in South Africa, Chili, Morocco...



A- Changement important

➤ Nouveau Code d'investissement:

Le nouveau Code d'investissement vient d'être adopté par l'Assemblée des députés. Il vient remplacer l'actuel code (appliqué depuis 1993, amendé une trentaine de fois et étayé par de nombreux décrets) et présente en 25 articles les grandes lignes encadrant l'investissement, résumés comme suit:

- Début d'entrée en vigueur : 1/1/2017
 - Le principe est la liberté d'investissement. Un décret fixera les activités nécessitant une autorisation (touchant notamment à la sûreté nationale, santé, environnement, ressources naturelles), les délais et modalités d'approbation tacite en cas de silence de l'Administration
 - Perpétuité du principe de liberté d'acquisition des terrains, y compris pour les investisseurs étrangers, à l'exception de ceux à vocation agricole
 - Principe d'égalité dans les droits et obligations entre les investisseurs Tunisiens et étrangers. Les litiges entre ces derniers et l'Etat sont résolus par voie d'arbitrage
 - Principe de liberté de rapatriement des fonds vers l'étranger, sauf les cas nécessitant une autorisation de la Banque centrale (dont les conditions et délais seront fixés par Décret)
 - Instauration d'un Conseil Supérieur d'Investissement présidé par le Chef du Gouvernement et qui a notamment pour prérogative l'octroi d'avantages et primes aux projets d'intérêt national.
 - Création de l'Instance Tunisienne d'Investissement (et dont la gestion sera souple puisque non soumise au mode de fonctionnement des entités publiques) et qui aura à gérer les décisions d'octroi d'avantages et primes à l'investissement (à travers le Fonds Tunisien d'Investissement)
 - Création de la fonction d'Interlocuteur unique de l'investisseur et qui aura pour tâche de résoudre les difficultés rencontrées lors de l'investissement (création ou développement) vis-à-vis des diverses Administrations
 - Octroi de 4 types de primes (dont le cumul ne peut dépasser 1/3 de l'investissement)
 - Prime d'augmentation de la valeur ajoutée et de la capacité concurrentielle (secteurs à définir par Décret : prioritaires, nouvelles technologies, recherche & développement, formation RH)
 - Prime à l'embauche (prise en charge des cotisations patronales de CNSS jusqu'à 10 ans et prise en charge d'une partie des salaires selon le taux d'encadrement)
 - Prime d'investissement au développement régional
 - Prime au développement durable (protection de l'environnement)
- Les conditions et modalités d'octroi des primes seront fixées par Décret.
- Octroi d'avantages aux projets d'intérêt national (décidés par décret):
 - Exonération de l'impôt sur les sociétés jusqu'à 10 ans
 - Prime d'investissement jusqu'à 1/3 du total projet
 - Prise en charge des travaux d'infrastructure

N.B. : Un projet de Loi portant sur les incitations fiscales a été transmis à l'Assemblée des députés pour, entre autres, remplacer les dispositions fiscales prévues dans l'actuel Code d'investissement qui sera abrogé. Nous y reviendrons dessus bientôt.



B- Cambio significativo

➤ Nuovo Codice d'investimento:

Il nuovo Codice d'investimento è stato votato dall'Assemblea dei deputati. Sostituisce l'attuale codice (applicato dal 1993, modificato una trentina di volte e spiegato da numerosi decreti) che, in 25 articoli, presenta le grande linee d'inquadramento degli investimenti, come reassunto di seguito:

- Entrata in vigore : 1/1/2017
 - Consacrazione del principio di libertà d'investimento. Un decreto fisserà le attività sottoposte ad autorizzazione (toccando in particolare alla sicurezza nazionale, salute, ambiente, risorse naturali), i termini e le modalità di approvazione tacite, in caso di silenzio dell'Amministrazione
 - Principio di libertà perpetuo per l'acquisto di terreni, incluso per gli investitori stranieri, salvo quelli agricoli
 - Principio d'uguaglianza nei diritti e obblighi fra investitori Tunisini e Stranieri. I contenziosi fra questi ultimi e lo Stato sono risolti ricorrendo all'arbitrato.
 - Principio di libertà di rimpatrio dei fondi verso l'estero, salvo i casi che necessitano dell'autorizzazione della Banca Centrale (per i quali le condizioni ed i termini saranno fissati da un Decreto)
 - Instaurazione di un Consiglio Superiore d'Investimento presidato dal Capo di Governo e che ha in particolare il potere di consegna degli incentivi e premi ai progetti di interesse nazionale
 - Creazione dell'Instanza Tunisina d'Investimento (per motivi di flessibilità, non sarà sottomessa alle regole delle entità pubbliche) che gestirà le decisioni di consegna degli incentivi e premi d'investimento (attraverso il Fondo Tunisino d'Investimento)
 - Creazione della funzione d'Interlocutore Unico dell'Investitore e che avrà il ruolo di risolvere le difficoltà incontrate durante l'investimento (creazione o sviluppo) di fronte alle varie Amministrazione
 - Consegna di 4 tipi di premi (per cui il cumulo non puo' oltrepassare 1/3 dell'investimento)
 - Premio per l'aumento del valore aggiunto e della capacità concorrenziale (settori da definire da Decreto : prioritari, nuove tecnologie, ricerca & sviluppo, formazione personale)
 - Premi per le assunzioni (presa in carico dei contributi patronali di CNSS fino a 10 anni e presa in carico di una parte dei salari secondo l'aliquota di inquadramento)
 - Premi per gli investimenti che contribuiscono allo sviluppo regionale
 - Premi per lo sviluppo durabile (protezione d'ambiente)
- Le condizioni e le modalità di consegna dei premi saranno da fissare per Decreto.
- Consegna degli incentivi ai progetti d'interesse nazionale (decisi per Decreto):
 - Esenzione dell'imposta sugli utili fino a 10 anni
 - Premi d'investimento fino al 1/3 del totale progetto
 - Presa in carico dei lavori d'infrastruttura

N.B. : Un progetto di Legge portando sugli incentivi fiscali è stato transmesso all'Assemblea dei deputati per, frà altri punti, sostituire le disposizioni fiscale previste nell'attuale Codice d'investimento che sarà abrogato. Ritorniamo su tale legge presto.



B- Important change

➤ New Investment Code:

The new Investment Code has been recently voted by the Deputies Parliament. It comes instead of the actual code (applied since 1993, amended about 30 times and enforced through many decrees) and presents in 25 articles the main investment guidelines, summarized as follows:

- Application date: 1/1/2017
 - The declared principle is freedom of investment. A decree will precise activities requiring an authorization (related mainly to national security, health, environment, natural resources), the deadlines and modalities of tacit approval in case of silence from Administration
 - Consecration of freedom of land acquisition, including foreign investors, excepted for agriculture lands
 - Principle of equality in rights and duties between Tunisian and foreigner investors. Litigation between the latter and the State are resolved through arbitration
 - Principle of freedom of funds transfer abroad, except cases requesting Central bank authorization (conditions and deadlines to be fixed by Decree)
 - Set up of Higher Investment Council headed by the Prime minister and which has mainly as task to decide about incentives and premiums for National interest projects.
 - Creation of Tunisian Investment Authority (with a soft management as it's not submitted to the regime of public entities) and which will manage decisions of investment incentives and premiums (through Tunisian Investment Fund)
 - Creation of the function of Sole Interlocutor for the investor and which will have as tasks the resolution of difficulties faced during investment (creation or development) toward various Administrations
 - Delivery of 4 kind of premiums (with cumulated amount not more than 1/3 of total investment)
 - Premium for added value increase and for competition capacity (sectors to be defined by Decree : priority ones, new technologies, research & development, HR training)
 - Premium for recruitment (bear by State the employer contribution for CNSS up to 10 years and bear of a part of salaries based on the top management rate)
 - Investment premium for regional development
 - Premium for sustainable development (environment protection)
- Conditions and modalities of premiums delivery are to be fixed by Decree.
- Delivery of incentives to national interest projects (to be decided by decree):
 - Income tax exemption up to 10 years
 - Investment premium up to 1/3 of total project
 - Bear by the State of infrastructure works

N.B. : A draft of Law related to fiscal incentives has been transmitted to the Deputies Parliament in order, amongst others, to substitute the fiscal incentives as provided in the actual Investment Code to be cancelled. We'll come back to such Law soon.



C. Projet de Loi de Finances 2017

• Principales dispositions :

- Possibilité pour les entreprises exportatrices de choisir l'exonération de l'impôt sur les bénéfices provenant de l'exportation réalisés entre janvier 2016 et décembre 2020.
- Contribution exceptionnelle au titre de 2017 calculée au taux de :
 - 7,5% du bénéfice 2016 base de calcul de l'Impôt sur les sociétés et sur le revenu (*min 5.000 DT pour taux IS 35%, min 1.000 DT pour taux 25%, min 500 DT pour taux 10% et activités individuelles commerciales et non commerciales et min 200 DT pour les activités agricoles, pêche et foncières*)
 - 7,5% du bénéfice 2016 base de l'impôt pétrolier (*min 10.000 DT/concession*) et 5.000 DT pour les sociétés qui ne sont pas en exploitation
 - 7,5% du bénéfice 2016 avec un minimum de 1.000 DT pour les sociétés exonérées au titre de l'IS 2016
 - 7,5% de l'impôt sur le revenu 2016 avec min de 25 DT ou 50 DT pour personnes physiques soumises au régime forfaitaire.
- Exonération de la 1^e tranche de 5.000 DT et redéfinition de nouvelles tranches successives ou de nouveaux taux du barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques IRPP.
- Limitation des frais professionnels de 10% déductibles de l'assiette imposable à l'IRPP à 2.000 DT.

Progetto Legge finanziaria 2017

• Principale disposizione :

- Possibilità per le aziende esportatrice di scegliere l'esenzione dell'imposta sugli utili provenendo delle esportazioni realizzate da gennaio 2016 fino a dicembre 2020.
- Contribuzione eccezionale per il 2017 calcolata sull'aliquota di :
 - 7,5% dell'utile 2016 base di calcolo d'imposta sugli utili delle ditte e delle persone (*min 5.000 DT per l'aliquota di 35%, min 1.000 DT per aliquota 25%, min 500 DT per aliquota 10% e per le attività individuale commerciale e non commerciale e min 200 DT per le attivita agricole, pesca et immobiliare*)
 - 7,5% dell'utile 2016 base dell'imposta petrolifera (*min 10.000 DT/concessione*) e 5.000 DT per le società che non sono in attività
 - 7,5% dell'utile 2016 con min 1.000 DT per le società esonerate dalle imposte a titolo di IS 2016
 - 7,5% dell'imposta sui redditi 2016 con min di 25 o 50 DT per le persone soggetti al regime forfettario
- Esonero della 1^a rata di 5.000 DT e ridefinizione di nuove rate successive o di nuove aliquote per gli scaglioni dell'imposta sui redditi delle persone fisiche IRPP.
- Limitazione della deducibilità delle spese professionali al 10% della base imponibile per l'IRPP a 2.000 DT.

Draft Finance Act 2017

• Main provisions :

- Option for exporting companies to choose CIT exemption on export profits realized between Jan 2016 till Dec. 2020.
- Exceptional contribution for 2017 based on following rates :
 - 7.5% of 2016 profit basis of corporate income tax and individual tax(*min TND 5,000 for CIT rate 35%, min TND 1,000 for 25% rate, min TND 500 for 10% rate and for individual commercial and non commercial activities and min 200 DT for individual agriculture, fishing and property revenues*)
 - 7.5% of 2016 profit basis of hydrocarbon tax (*min TND 10,000/concession*) and TND 5,000 for companies without exploitation
 - 7.5% of 2016 profit with min of TND 1,000 for companies exempted from CIT related to 2016
 - 7.5% of the 2016 tax on revenues with min of 25 or 50 TND for individuals submitted to the tax flat regime
- Exemption of the 1st scale of TND 5,000 and redefinition of new scales or new rates of the individual tax revenues computation system.
- Limitation of deductible professional expenses of 10% from taxable individual revenues at TND 2,000.



- Précision des conditions d'application du taux de l'impôt sur les sociétés pour les sociétés de services pétroliers (35%) lorsque tels services sont rattachés à la recherche, exploration et exploitation d'hydrocarbures.
- Augmentation de l'impôt sur la plus-value sur cession des valeurs mobilières de 10% à 15% (pour les cessions réalisées au cours de l'année de l'achat).
- Augmentation de l'impôt sur la plus-value immobilière de 15% à 20% (pour les cessions réalisées au cours des 5 ans de l'achat).
- Report du délai de dépôt de la déclaration d'employeur du 28 Février au 30 avril.
- Exclusivité au Receveur des finances à faire légaliser les signatures des contrats de ventes immobilières.
- Application de droit d'enregistrement additionnel de 4% sur la cession et donation des biens immobiliers hors usage économique et dépassant la valeur de 1 MDT.
- Déclaration des éléments de train de vie à annexer à la déclaration annuelle d'impôt sur les revenus.
- Non déduction de la base imposable de l'impôt sur les sociétés des charges facturées à partir de pays paradis fiscaux.
- Procédure de visite sur le terrain par les agents du fisc pour s'assurer de la correcte évaluation des terrains, immeubles et fonds de commerce faisant l'objet de cession.

- Conferma delle condizioni per l'applicazione dell'aliquota d'imposta sugli utili dalle ditte di servizi petroliferi (35%) quando tale servizi sono legati alla ricerca, esplorazione e exploitazione d'idrocarburi.
- Aumento dell'imposta sulla plusvalenza di cessione di azione dal 10% a 15% (per le cessione realizzate nell'anno successivo all'acquisto).
- Aumento dell'imposta sulla plusvalenza immobiliare dal 15% al 20% (per le cessione realizzate nei 5 anni dell'acquisto).
- Spostamento del termine di deposito di dichiarazione di datore di lavoro dal 28 Febbraio al 30 aprile.
- Esclusività al Agenzia delle Entrate a far autenticare le firme dei contratti di vendita immobiliare.
- Applicazione della tassa di registrazione addizionale del 4% sulla cessione e donazione dei beni immobiliari fuori uso economico e per un valore superando 1 MDT.
- Dichiarazione degli elementi di livello di vita da allegare alla dichiarazione annuale d'imposta sui redditi
- Non diduzione, della base imponibile, delle spese fatturate a partire da un paese paradiso fiscale.
- Procedura per la visita sul posto degli agenti fiscali, per assicurare la corretta valutazione dei terreni, degli immobili e dei rami d'aziende oggetto di vendita.

- Precision of corporate income tax rate applied on Hydrocarbon services companies (35%) when such services are related to Hydrocarbon research, exploration and exploitation.
- Increase of tax on shares sale added value from 10% to 15% (for sales realized within 1 year of acquisition).
- Increase of tax on real estate added value from 15% to 20% (for sales realized within 5 years of acquisition).
- Postpone of the deadline for employer tax return deposit from Feb. 28 to Apr. 30.
- Exclusivity to the Tax Finance Cashier to authenticate signatures of the real estate sales contracts.
- Application of 4% extra registration duty on sale and donation of real estate properties non for economic use and over an amount of TND 1 Mln.
- Reporting statement of level of life as appendix to the annual individual tax return.
- Non deduction from CIT basis of expenses invoiced by entities set up in Tax heavens.
- Procedure of visits on site by tax agents in order to ensure the real assessment of lands, properties and goodwill aimed by a sale.



- Création d'un corps de police fiscale.
- Autorisation des services fiscaux à communiquer les informations et documents aux autorités des pays ayant une convention fiscale avec la Tunisie et obligation des banques à communiquer les informations demandées par tels pays.
- Application de la TVA au taux de 18% sur les ventes de terrains lotis ou non lotis par les promoteurs immobiliers.
- Instauration d'un timbre pour chaque affaire judiciaire ou contrat rédigé au titre d'avance de l'impôt sur les revenus des avocats.
- Obligation aux cliniques à recouvrir les honoraires des médecins pour leur compte.
- Avantages au recrutement des nouveaux diplômés appliqués pendant 5 ans (déduction majorée de 50% la charge salariale, exonération de TFP, FOPROLOS, CNSS).
- Limitation à 5.000 DT de la déduction des intérêts sur prêt immobilier (construction).
- Application d'une taxe annuelle de 1.000 DT sur les piscines privées.
- Condition de paiement des vignettes par le paiement des amendes routières.
- Application de droits de douane de 20% sur certains produits importés ayant leur similaires fabriqués en Tunisie.
- Facilitation des procédures douanières pour la réexportation des matières premières ou leur mise à la consommation en Tunisie par les sociétés totalement exportatrices.

- Creazione del corpo di polizia fiscal.
- Autorizzazione dei servizi fiscali a comunicare i dati e documenti alle autorità dei paesi che hanno una convenzione fiscale con la Tunisia e obbligo alle banche di comunicare i dati richiesti da tale paesi.
- Applicazione dell'IVA al tasso di 18% sulle vendite di terreni lottizzati o no dai promotori immobiliari.
- Instaurazione di un bollo per ogni pratica giudiziaria o contratti scritti a titolo di acconto sull'imposta sui redditi degli avvocati.
- Obbligo alle cliniche a recuperare gli onorari dei medici per loro conto.
- Agevolazioni per l'assunzione di nuovi laureati durante 5 anni (diduzione maggiorata di 50% della spese, esenzione di TFP, FOPROLOS, CNSS).
- Limitazione a 5.000 DT della diduzione degli interessi sui prestiti immobiliari (costruzione).
- Applicazione di una tassa annuale di 1.000 DT sulle piscine private.
- Condizione di pagamento della tassa di circolazione per pagare le multe stradale.
- Applicazione dei dazi doganali di 20% su alcuni prodotti importati nel caso abbiano prodotti simili in Tunisia.
- Facilitazione delle procedure doganale di riexportazione di materie prime o la loro messa in consumo sul mercato locale dalle società totalmente esportatrici.
- Set up of a fiscal police force.
- Authorization of fiscal services to communicate information and documents to authorities of countries having a double tax agreement with Tunisia and obligation to banks to transmit data requested by such countries.
- Application of VAT at rate of 18% on parceled and non-parceled lands sold by real estate promoters.
- Set up of tax stamp for every judicial case or written contract as advance on lawyers revenues tax.
- Duty for clinics to cash doctors fees on their behalf.
- Incentives granted for recruitment of higher freshly graduated during 5 years (+ 50% of deductible expense, exemption of TFP, FOPROLOS, CNSS).
- Limitation at TND 5,000 of deductible interests on loans for properties building.
- Application of an annual tax of TND 1,000 on home swimming pools.
- Condition of prior payment of road fines in order to pay annual vehicle tax.
- Application of custom duties of 20% on import of some products having their similar produced in Tunisia.
- Easier Custom procedures to make easier re-exportation of raw materials or their sale for local consumption by total exporting companies.



D. Parutions légales/ Pubblicazioni legali/ Legal publications

- | | | |
|--|--|--|
| • Loi 2016 – 48 sur les banques et institutions financières | • Legge 2016-48 sulle banche e istituzione finanziare | • Law 2016-48 related to banks and financial establishments |
| • Loi 2016-36 relative aux procédures collectives (abrogeant la loi 95-34) fixant les modalités de redressement des sociétés en difficultés et de la faillite | • Legge 2016-36 relativa alle procedure collettive (abrogando la legge 95-34) che fissa il modo di salvaguardia delle società in difficoltà e di fallimento | • Law 2016-36 related to collective procedures (instead of law 95-34) fixing ways to save companies in difficulties and about bankruptcy |
| • Loi 2016 – 41 modifiant la loi sur l'insertion des personnes handicapées (au moins 1 poste pour nombre d'employés entre 50 et 99 et au moins 2% à partir de 100) | • Legge 2016-41 modificando la legge sull'inserimento delle persone portatori di handicap (almeno 1 posto per numero dipendenti tra 50 e 99 e al meno 2% a partire di 100) | • Law 2016 – 41 amending the law on disabled persons (at least 1 position for number of employees between 50 and 99 and at least 2% from 100) |
| • Loi 2016-35 portant statut de la Banque Centrale de Tunisie | • Legge 2016-35 recante lo statuto della Banca Centrale di Tunisia | • Law 2016-35 related to status of the Tunisian Central Bank |
| • Loi 2016-34 relative au Conseil Supérieur de Magistrature | • Legge 2016-34 relativa al Consiglio Superiore di Magistratura | • Law 2016-34 related to Higher Judiciary Council |
| • Décret gouvernemental n° 2016-498 du 8/4/2016 fixant les conditions et procédures d'exclusion de la participation aux marchés publics (pour les personnes morales et physiques ayant commis des infractions) | • Decreto Governamentale n° 2016-498 del 8/4/2016 che fissa le condizioni e le procedure di esclusione dalla partecipazione alle gare pubbliche (per le persone individuali e giuridiche che hanno avuto delle infrazioni) | • Governmental Decree # 2016-498 of Apr 8, 2016 fixing conditions and procedures of exclusion from participation to public tenders (for individuals and companies having done infringement) |
| • Décret gouvernemental n° 2016-1066 du 15/8/2016 fixant les conditions et procédures d'émission des factures électroniques et de leur archivage (géré par TUNISIA TRADENET, organisme chargé entre autres de la gestion des déclarations douanières à distance) | • Decreto governamentale n° 2016-1066 del 15/8/2016 che fissa le condizioni e le procedure per l'emissione delle fatture elettroniche e del loro archivio (gestito da TUNISIA TRADENET, organismo che già ha in carico le dichiarazioni doganali a distanza) | • Governmental Decree # 2016-1066 of August 15, 2016 fixing conditions and procedures of editing electronic invoices and their storage (managed by TUNISIA TRADENET, office in charge of electronic custom declarations) |



E. Informations utiles / Informazioni utili / Useful information

- Certaines sociétés étrangères ont subi des redressements fiscaux sur la base des emails de correspondances avec leurs filiales en Tunisie, prouvant notamment que le centre de décision opérationnel et juridique de la filiale est demeuré au siège de la société mère.
- Il est à rappeler que certaines personnes étrangères, bien que fiscalement résidentes en Tunisie, peuvent être également considérées comme résidentes fiscales dans leur pays d'origine. Ainsi, et pour clarifier telle position, il est utile de se prémunir de quelques précautions (en s'appuyant sur un consultant spécialisé) : s'enregistrer au consulat de son pays à Tunis, convertir les comptes bancaires gardés ouverts dans le pays d'origine en « comptes de non-résidents »...
- La CTAf (commission tunisienne des analyses financières) en charge du contrôle des actes de blanchiment d'argent a publié sur son site web (www.ctaf.gov.tn) ses rapports annuels (bien que le dernier rapport soit relatif à 2013)
- Une coopération entre la Tunisie et la Corée du Sud a été établie et vise à gérer le suivi de façon électronique les dénonciations d'actes de corruption observée dans l'Administration publique et à assurer l'anonymat des ceux ayant avisé les cas
- Alcune ditte straniere hanno avuto degli accertamenti fiscali sulla base delle emails di corrispondenze con loro filiale in Tunisia, provando in particolare che il centro di decisione operativo e giuridico della filiale è rimasto presso la sede della società madre.
- Da ricordare che alcune persone straniere, anche se sono fiscalmente residente in Tunisia, possono essere sempre considerati anche residenti fiscali nel paese d'origine. Per chiarire tale posizione, è raccomandato di prendere qualche precauzione (sempre con l'appoggio di un consulente specializzato) : registrarsi al consolato del suo paese a Tunis, convertire i conti bancari lasciati aperti nel paese d'origine in « conti di non-residenti »...
- La CTAf (Commissione Tunisina per l'analisi finanziaria) incaricata del controllo del riciclaggio di denaro ha pubblicato sul suo sito web (www.ctaf.gov.tn) le sue relazioni annuali (anche se l'ultimo rapporto è relativo al 2013)
- Una cooperazione tra la Tunisia e la Corea del Sud è stata istituita con l'obiettivo di gestire il seguito elettronico di denunce di corruzione osservati nella amministrazione pubblica e per garantire l'anonymato delle persone che hanno notificato casi
- Some foreign companies have had tax reassessments on the basis of emails correspondences with their Tunisian subsidiaries, proving particularly that the operational and juridical decision center remained ahead the mother company head office.
- As reminder, some foreigners, eventhough considered as Tunisian tax residents, may also be considered as tax residents into their origin country. In order to avoid such confusion, it's recommended (with a specialist consultant) to anticipate some careful actions: to register at the origin country consulate in Tunis, to convert the bank accounts into the origin country in non-resident accounts...
- The Tunisian commission of financial analysis responsible for controlling money laundering acts, published on its website (www.ctaf.gov.tn) annual reports (although the latest report is relative to 2013)
- Cooperation between Tunisia and South Korea was established in order to manage the electronically monitoring of the denunciations of corruption observed in public administration and to ensure the anonymity of those who have notified cases



-
- Projet en cours de regroupement des diverses administrations fiscales en un Pôle fiscal :
 - La Direction générale des impôts DGI
 - La Direction de la Comptabilité publique et du recouvrement
 - La Direction des Etudes et de la législation fiscales DGELF
 - La Direction des Avantages fiscaux et financiers DGAF.
 - Progetto in corso per il raggruppamento di varie autorità fiscali in un polo fiscale:
 - La Direzione generale dell'Imposta (DGI)
 - La direzione della contabilità pubblica e del recupero
 - La Direzione generale dei studi e leggi fiscali (DGELF)
 - La Direzione dei vantaggi fiscali e finanziari (DGAF).
 - Project in course for grouping of various tax authorities in a tax Pole:
 - The General Tax department (DGI)
 - The Public Accounting and Collection department
 - The Research and tax laws general Department (DGELF)
 - The Department of Tax and Financial Incentives (DGAF).
-



F – Récemment en Tunisie / Ultimamente in Tunisia/ Recently in Tunisia



- Les ventes de palais confisqués de la famille du président déchu se suivent et ne se ressemblent pas, à l'instar du Palais de Sidi Bou Said de 7.000 m² (138 pièces) bâti sur un terrain de 11.000 m².
- Le vendite dei palazzi sequestrati alla famiglia del Presidente decaduto proseguono e senza pari, in alto il Palazzo di Sidi Bou Said di 7.000 mq (138 camere) costruito su un terreno di 11.000 mq.
- Sales of confiscated palaces of the former president family go on, such as for the Palace located at Sidi Bou Said of sqm 7,000 (138 rooms) built on a sqm 11,000 land.



-
- L'instance vérité et dignité a initié les séances de conciliation (permettant ainsi l'abandon des poursuites pénales) à l'instar de celle réalisée avec Slim Chiboub (gendre du président déchu) et portant sur le rapatriement des commissions perçues sur des marchés publics avec des groupes étrangers tels que AIRBUS, ANSALDO, RENAULT, SNC LAVALIN
 - L'Istanza Verità e Dignità ha iniziato le Udienze di conciliazione (permettendo l'abbandono delle azione penale) come quella realizzata con Slim Chiboub (genero del Presidente decaduto) e portando il rimpatrio delle provvigioni percepite sulle gare pubbliche con Gruppi stranieri quali AIRBUS, ANSALDO, RENAULT, SNC LAVALIN
 - The truth and dignity commission has started the conciliation meetings (allowing to give up penal lawsuits) such as the one agreed with Slim Chiboub (son-in-law of former president) and aiming the repatriation of commissions received on public tenders with foreign Groups as AIRBUS, ANSALDO, RENAULT, SNC LAVALIN
-



G-Récemment chez AFINCO & NEXIA/ Ultimamente in AFINCO & NEXIA / Recently at AFINCO & NEXIA

- Conférence annuelle de NEXIA à Londres, en Octobre. 2016, avec la présence de près de 200 membres.
- Conferenza annuale di NEXIA a Londra, in Ottobre 2016, con la presenza di circa 200 membri.
- Annual Conference of NEXIA in London, as held in Oct. 2016, with presence of almost 200 delegates.





- Nouveau logo adopté par NEXIA conforme à l'esprit dynamique et moderne du Réseau.
- Nuovo logo scelto da NEXIA conforme allo spirito dinamico e moderno della Rete.
- New logo adopted by NEXIA in coherence with dynamic and modern spirit of Network.



- Participation au 71e congrès des experts comptables français tenu à Bruxelles en Sept. 2016 avec la présence de plus de 5000 personnes.
- La partecipazione al 71° congresso dei dottori commercialisti francesi a Bruxelles nel settembre 2016 con la presenza di più di 5.000 persone
- Participation in the 71st congress of French chartered accountants in Brussels in Sept. 2016 with the presence of more than 5,000 people



71^e Congrès de l'Ordre
des experts-comptables
28, 29 et 30 septembre 2016 - Bruxelles



Afinco
Experts comptables
Chartered accountants
Dottori commercialisti



A member of
Nexia
International

Merci pour votre attention.

AFINCO est membre exclusif de
NEXIA INTERNATIONAL (www.nexia.com), 9e réseau mondial
d'audit et conseil.

Thanks for your attention.

AFINCO is exclusive member of
NEXIA INTERNATIONAL (www.nexia.com), 9th audit and consulting
network in the world.

Grazie per la vostra attenzione.

AFINCO è membro esclusivo di
NEXIA INTERNATIONAL (www.nexia.com), 9na rete mondiale di
audit e consulting.